

# Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Benoit Carignan, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016  
(Nom de l'organisme)  
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Drummondville pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12.  
(Date)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2017-05-23

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Drummondville

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Drummondville et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Drummondville et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observation**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Drummondville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A108652

Sherbrooke

DATE 2017-05-23

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016			Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
Taxes	1	83 258 184	86 346 816	86 630 901			86 630 901	
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 444 325	4 178 193	4 003 597			4 003 597	
Quotes-parts	3							
Transferts	4	3 422 424	3 873 684	3 100 911		(10 380)	3 090 531	
Services rendus	5	3 711 371	5 566 793	5 666 573		172 000	5 666 573	
Imposition de droits	6	4 282 788	2 691 000	4 616 066			4 616 066	
Amendes et pénalités	7	1 607 061	1 700 000	1 815 000			1 815 000	
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	970 814	400 000	864 629		3 605	868 234	
Autres revenus	10	928 921	400 000	1 982 924		277	1 983 201	
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	102 625 888	105 156 486	108 680 601		165 502	108 674 103	
<b>Investissement</b>								
Taxes	13	405 161		779 773			779 773	
Quotes-parts	14							
Transferts	15	1 542 057	11 708 311	7 243 524			7 243 524	
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	16							
Autres	17	122 455		2 129 020			2 129 020	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18							
	19	2 069 673	11 708 311	10 152 317			10 152 317	
	20	104 695 561	116 864 797	118 832 918		165 502	118 826 420	
<b>Charges</b>								
Administration générale	21	10 804 888	11 123 495	12 443 903	649 271		13 093 174	
Sécurité publique	22	17 539 386	18 123 850	18 361 531	518 535		18 880 066	
Transport	23	14 028 390	14 855 319	15 596 692	6 597 848		22 194 540	
Hygiène du milieu	24	15 857 170	16 403 741	16 786 205	5 786 739		22 572 944	
Santé et bien-être	25	286 830	265 000	315 596			315 596	
Aménagement, urbanisme et développement	26	5 478 414	5 570 502	7 188 653	1 231 783		8 420 436	
Loisirs et culture	27	18 428 988	17 213 634	17 805 212	3 204 296	514 407	21 523 915	
Réseau d'électricité	28							
Frais de financement	29	3 336 888	3 572 052	3 803 694		579	3 804 273	
Effet net des opérations de restructuration	30							
Amortissement des immobilisations	31	16 944 642	16 104 830	17 988 472	(17 988 472)			
	32	102 705 596	103 232 423	110 289 958			110 804 944	
	33	1 989 965	13 632 374	8 542 960		(349 484)	8 021 476	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>								

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Redressé note 20	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 989 965	13 632 374		8 542 960	(349 484)	8 021 476
Moins: revenus d'investissement	2	( 2 069 673 )	( 11 708 311 )		( 10 152 317 )		( 10 152 317 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	( 79 708 )	1 924 063		( 1 609 357 )	( 349 484 )	( 2 130 841 )
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	16 944 642	16 104 830		17 988 472		17 988 472
Produit de cession	5	24 701	400 000		42 321		42 321
(Gain) perte sur cession	6	535 948	(400 000)		(95)		(95)
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	17 505 291	16 104 830		18 030 698		18 030 698
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9	151 253			342 834		342 834
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	151 253			342 834		342 834
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	236 015					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	46 870			14 715		14 715
	15	282 885			14 715		14 715
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	103 752	50 000		18 984		18 984
Remboursement de la dette à long terme	17	( 12 009 722 )	( 13 672 407 )		( 12 838 415 )		( 12 838 415 )
	18	( 11 905 970 )	( 13 622 407 )		( 12 819 431 )		( 12 819 431 )
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 2 766 005 )	( 3 350 000 )		( 3 829 735 )		( 3 829 735 )
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		1 300 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 670 887	13 514		4 507 620		4 507 620
Réserves financières et fonds réservés	22	( 2 153 459 )	( 2 370 000 )		( 1 894 575 )		( 1 894 575 )
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	49 378			49 382		49 382
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	( 1 199 199 )	( 4 406 486 )		( 1 167 308 )		( 1 167 308 )
	26	4 834 260	( 1 924 063 )		4 401 508		4 401 508
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	4 754 552			2 792 151	( 349 484 )	2 270 667

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Redressé note 20	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 069 673	11 708 311		10 152 317		10 152 317
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Acquisition							
Administration générale	2	( 1 035 146 )	( 2 785 450 )		( 880 200 )		( 880 200 )
Sécurité publique	3	( 817 031 )	( 60 000 )		( 236 042 )		( 236 042 )
Transport	4	( 15 216 744 )	( 8 297 150 )		( 15 285 041 )		( 15 285 041 )
Hygiène du milieu	5	( 9 373 192 )	( 5 286 991 )		( 3 450 352 )		( 3 450 352 )
Santé et bien-être	6	( )	( )		( )		( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 18 525 772 )	( 22 742 281 )		( 947 484 )		( 947 484 )
Loisirs et culture	8	( 5 655 876 )	( 1 501 111 )		( 12 226 804 )		( 12 226 804 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )		( )		( )
	10	( 50 623 761 )	( 40 672 983 )		( 33 025 923 )		( 33 025 923 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Acquisition	11	( )	( )		( )		( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>							
Émission ou acquisition	12	( 175 922 )	( 175 922 )		( 167 490 )		( 167 490 )
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	37 226 938	20 824 328		25 798 508		25 798 508
<b>Affectations</b>							
Activités de fonctionnement	14	2 766 005	3 350 000		3 829 735		3 829 735
Excédent accumulé	15						
Excédent de fonctionnement non affecté	16	334 928	950 000		2 723 242		2 723 242
Excédent de fonctionnement affecté	17	2 478 675	4 016 266		5 026 067		5 026 067
Réserves financières et fonds réservés	18	5 579 608	8 316 266		11 579 044		11 579 044
	19	(7 993 137)	(11 708 311)		4 184 139		4 184 139
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(5 923 464)			14 336 456		14 336 456

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Redressé note 20	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 989 965	13 632 374		8 542 960	(349 484)	8 021 476
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	( 50 623 761 )	( 40 672 983 )		( 33 025 923 )	( )	( 33 025 923 )
Produit de cession	3	24 701	400 000		42 321		42 321
Amortissement	4	16 944 642	16 104 830		17 988 472		17 988 472
(Gain) perte sur cession	5	535 948	(400 000)		(95)		(95)
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(33 118 470)	(24 568 153)		(14 995 225)		(14 995 225)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	151 253			342 834		342 834
Variation des stocks de fournitures	9	19 514			260 979		260 979
Variation des autres actifs non financiers	10	(180 547)			22 654		22 654
	11	(9 780)			626 467		626 467
	12	(31 138 285)	(10 935 779)		(5 825 798)	(349 484)	(6 347 282)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13						
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(31 138 285)	(10 935 779)		(5 825 798)	(349 484)	(6 347 282)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice							
Solde déjà établi	15	(94 336 628)			(125 005 227)	349 484	(124 483 743)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	16 551 326			16 081 640		16 081 640
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17						
Solde redressé	18	(77 785 302)			(108 923 587)	349 484	(108 402 103)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(108 923 587)			(114 749 385)		(114 749 385)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2015		2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	9 703 227	8 443 956		8 443 956
Débiteurs (note 5)	2	31 591 499	38 480 584		38 480 584
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	367 554	520 329		520 329
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	4 427 685	17 941		17 941
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	46 089 965	47 462 810		47 462 810
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 749 140	166 509		166 509
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 715 552	14 001 005		14 001 005
Revenus reportés (note 12)	12	2 089 080	1 924 267		1 924 267
Dette à long terme (note 13)	13	134 459 780	146 120 414		146 120 414
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	155 013 552	162 212 195		162 212 195
	16	(108 923 587)	(114 749 385)		(114 749 385)
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>					
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	406 324 367	421 319 592		421 319 592
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 978 871	4 636 037		4 636 037
Stocks de fournitures	19	1 411 494	1 150 515		1 150 515
Autres actifs non financiers (note 17)	20	336 569	313 915		313 915
	21	413 051 301	427 420 059		427 420 059
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	7 400 839	5 311 028		5 311 028
Excédent de fonctionnement affecté	23	7 077 292	3 860 098		3 860 098
Réserves financières et fonds réservés	24	5 930 653	3 701 213		3 701 213
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 992 743 )	( 961 308 )		( 961 308 )
Financement des investissements en cours	26	(10 467 345)	3 835 353		3 835 353
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	295 179 018	296 924 290		296 924 290
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	304 127 714	312 670 674		312 670 674

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		
	Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 989 965	8 542 960	(349 484)	8 021 476
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	16 944 642	17 988 472		17 988 472
Autres					
- Perte (gain) sur cession	3	535 948	(95)		(95)
- Provision pour moins-value	4	46 870	14 715		14 715
	5	19 517 425	26 546 052	(349 484)	26 024 568
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	2 773 871	(6 889 085)	428 575	(6 460 510)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	5 106 611	285 453	(191 021)	94 432
Revenus reportés	9	301 886	(164 813)	(172 000)	(164 813)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 151 240	4 409 744		4 409 744
Propriétés destinées à la revente	11	151 253	342 834		342 834
Stocks de fournitures	12	19 514	260 979		260 979
Autres actifs non financiers	13	(180 547)	22 654		22 654
	14	28 841 253	24 813 818	(283 930)	24 529 888
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	50 623 761 ) (	33 025 923 ) (	) (	33 025 923 )
Produit de cession	16	24 701	42 321		42 321
	17	(50 599 060)	(32 983 602)		(32 983 602)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	175 922 ) (	167 490 ) (	) (	167 490 )
Remboursement ou cession	19	236 015			
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	) (	)
Cession	21				
	22	60 093	(167 490)		(167 490)
<b>Activités de financement (note 23)</b>					
Émission de dettes à long terme	23	43 000 000	34 000 000		34 000 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	18 018 734 ) (	22 143 826 ) (	) (	22 143 826 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(590 087)	(4 582 631)		(4 582 631)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(484 848)	(195 540)		(195 540)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	23 906 331	7 078 003		7 078 003
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
	30	2 208 617	(1 259 271)	(283 930)	(1 543 201)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	7 494 610	9 703 227	283 930	9 987 157
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	7 494 610	9 703 227	283 930	9 987 157
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>					
	34	9 703 227	8 443 956		8 443 956

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalisations 2015 Administration municipale	Budget 2016 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2016 Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1 22 211 260	22 752 800	23 095 625	105 691	23 201 316
<b>Charges sociales</b>	2 5 405 289	5 765 756	5 898 397	14 412	5 912 809
<b>Biens et services</b>	3 42 345 118	41 131 865	43 819 870	394 304	44 214 174
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4 2 793 304	2 916 963	3 840 700		3 840 700
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6 539 118	592 452	476 503		476 503
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8 4 466	62 637	(513 509)	579	(512 930)
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9 2 034 955	2 014 315	2 116 839		2 116 839
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13 10 240 424	10 772 199	13 078 333		13 078 333
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14 16 944 642	16 104 830	17 988 472		17 988 472
<b>Autres</b>					
- Autres	15 220 530	1 118 606	380 787		380 787
- Mauvaises créances	16 (33 510)		107 941		107 941
-	17				
	18 102 705 596	103 232 423	110 289 958	514 986	110 804 944

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	86 346 816	87 410 674	83 663 345
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 178 193	4 003 597	4 444 325
Quotes-parts	3			
Transferts	4	15 813 095	10 334 055	6 125 011
Services rendus	5	5 566 793	5 666 573	3 711 371
Imposition de droits	6	2 691 000	4 616 066	4 282 788
Amendes et pénalités	7	1 700 000	1 815 000	1 607 061
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	400 237	868 234	979 537
Autres revenus	10	400 000	4 112 221	3 184 036
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	117 096 134	118 826 420	107 997 474
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	11 639 411	13 093 174	11 387 089
Sécurité publique	15	18 570 263	18 880 066	18 022 852
Transport	16	20 962 464	22 194 540	20 323 384
Hygiène du milieu	17	21 888 552	22 572 944	21 480 009
Santé et bien-être	18	265 000	315 596	286 830
Aménagement, urbanisme et développement	19	6 250 585	8 420 436	6 428 131
Loisirs et culture	20	20 371 815	21 523 915	24 296 704
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 572 052	3 804 273	3 340 992
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	103 520 142	110 804 944	105 565 991
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	13 575 992	8 021 476	2 431 483
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		288 567 558	285 666 389
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		16 081 640	16 551 326
Solde redressé	28		304 649 198	302 217 715
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		312 670 674	304 649 198

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	13 575 992	8 021 476	2 431 483
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	40 672 983 ) (	33 025 923 ) (	50 665 960 )
Produit de cession	3	400 000	42 321	29 050
Amortissement	4	16 104 830	17 988 472	16 963 796
(Gain) perte sur cession	5	(400 000)	(95)	627 959
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(24 568 153)	(14 995 225)	(33 045 155)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		342 834	151 253
Variation des stocks de fournitures	9		260 979	21 854
Variation des autres actifs non financiers	10		22 654	(6 793)
	11		626 467	166 314
	12	(10 992 161)	(6 347 282)	(30 447 358)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(10 992 161)	(6 347 282)	(30 447 358)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(124 483 743)	(94 506 071)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		16 081 640	16 551 326
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(108 402 103)	(77 954 745)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(114 749 385)	(108 402 103)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b> Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	8 443 956	9 987 157
Débiteurs (note 5)	2	38 480 584	31 920 074
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	520 329	367 554
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	17 941	4 427 685
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	47 462 810	46 702 470
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	166 509	4 749 140
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 001 005	13 806 573
Revenus reportés (note 12)	12	1 924 267	2 089 080
Dette à long terme (note 13)	13	146 120 414	134 459 780
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	162 212 195	155 104 573
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(114 749 385)	(108 402 103)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	421 319 592	406 324 367
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 636 037	4 978 871
Stocks de fournitures	19	1 150 515	1 411 494
Autres actifs non financiers (note 17)	20	313 915	336 569
	21	427 420 059	413 051 301
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	312 670 674	304 649 198

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 021 476	2 431 483
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	17 988 472	16 963 796
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	(95)	627 959
- Provision pour moins-value	4	14 715	46 870
	5	26 024 568	20 070 108
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(6 460 510)	3 308 590
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	94 432	4 989 843
Revenus reportés	9	(164 813)	(1 681 438)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	4 409 744	1 151 240
Propriétés destinées à la revente	11	342 834	151 253
Stocks de fournitures	12	260 979	21 854
Autres actifs non financiers	13	22 654	(6 793)
	14	24 529 888	28 004 657
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 33 025 923 )	( 50 665 960 )
Produit de cession	16	42 321	29 050
	17	(32 983 602)	(50 636 910)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( 167 490 )	( 175 922 )
Remboursement ou cession	19		236 015
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(167 490)	60 093
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	34 000 000	43 000 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 22 143 826 )	( 18 018 734 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 582 631)	(590 087)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(195 540)	(484 848)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 078 003	23 906 331
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(1 543 201)	1 334 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 987 157	8 652 986
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	9 987 157	8 652 986
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	34	8 443 956	9 987 157

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>
Corporation des fêtes du 200e de Drummondville	100 %
Comité organisateur de la finale des Jeux du Québec de Drummondville - hiver 2015	100 %

Au 31 décembre 2016, ces organismes ont été fermés.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### *Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

##### *Placements de portefeuille*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**D) Passifs**

*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

**E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

*Immobilisations*

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 % à 10 %

Bâtiments : de 2,5 % à 10 %

Véhicules : de 3,33 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau : de 6,67 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 % à 20 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**F) Revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les arrérages de taxes sont constatés en fonction du temps.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs***Avantages sociaux futurs à prestations déterminées*

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, le cas échéant. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2016 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans distinctement pour le service antérieur au 1er janvier 2014 et pour le service postérieur au 31 décembre 2013.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

### I) Instruments financiers

S.O.

### J) Autres éléments

*Propriétés destinées à la revente*

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

## 3. Modification de méthodes comptables

### **Paiements de transfert**

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la Ville ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, les ajustements suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Augmentation <u>(diminution)</u> \$
État consolidé de la situation financière	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	16 902 301
Dette nette	(16 902 301)
Excédent (déficit) accumulé	16 902 301
État consolidé des résultats	
Revenus - transferts	(554 323)
Excédent de l'exercice	(554 323)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	17 456 624
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	16 902 301

**Comptabilisation de fonds réservés**

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation de certains fonds réservés. Antérieurement, conformément aux directives du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, les sommes accumulées afférentes aux divers fonds et programmes suivants étaient constatées à titre de fonds réservés :

- Fonds parcs, terrains de jeux ou espaces naturels;
- Fonds local (ou fonds régional) - Réfection et entretien de certaines voies publiques.

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, les ajustements suivants :

	Augmentation <u>(diminution)</u> \$
État consolidé de la situation financière	
Revenus reportés	820 661
Dette nette	820 661
Excédent (déficit) accumulé	(820 661)
État consolidé des résultats	
Imposition de droits et autres revenus	84 636
Excédent de l'exercice	84 636
Excédent accumulé au début de l'exercice	(905 297)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(820 661)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	3	6 136 008	6 034 359
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	110 599	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	23 083 717	20 943 122
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	6 026 687	1 379 688
Organismes municipaux	7	455 628	247 942
Autres			
- Facturations diverses	8	1 124 640	1 813 227
- Cour municipale	9	1 543 305	1 501 736
	10	38 480 584	31 920 074
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	16 734 370	17 942 042
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	16 734 370	17 942 042
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	766 848	607 401
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22	520 329	367 554
Autres placements	23		
	24	520 329	367 554
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
<b>Note</b>			
Les placements de portefeuille aux fins d'investissement sont composés de fonds de garantie en assurance à l'UMQ.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 17 941	4 427 685
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ( ) ( )	( ) ( )
	28 <u>17 941</u>	<u>4 427 685</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 6 593 965	3 067 051
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 125 860	102 005
	34 <u>6 719 825</u>	<u>3 169 056</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>		
La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 15 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (2,35 %; taux préférentiel de 2,7 % au 31 décembre 2015) et renouvelable annuellement. Cet emprunt est utilisé pour les opérations courantes de la Ville.		
La Ville bénéficie de sept emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 24 939 656 \$, portant intérêt à 2,35 % (2,7 % au 31 décembre 2015) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.		

<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	38 8 716 367	6 305 294
Salaires et avantages sociaux	39 1 720 628	1 939 145
Dépôts et retenues de garantie	40 1 996 041	3 646 994
Provision pour contestations d'évaluation	41	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Int. courus dette long terme	44 656 897	585 424
- Autres courus et passifs	45 545 343	401 007
- Provision pour vidange étangs	46 365 729	928 709
-	47	
-	48	
	49 <u>14 001 005</u>	<u>13 806 573</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50	794 704	614 282
Transferts	51	108 881	90 262
Fonds parcs et terrains de jeux	52	166 340	284 855
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	543 906	535 806
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Revenus reportés autres	56	301 719	540 173
- Dépôts sur vente de terrains	57	8 717	23 702
-	58		
-	59		
	60	1 924 267	2 089 080

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	9,63	2017	2026	61	145 305 864	132 975 241
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,57	1,57	2022	2022	65	1 204 987	1 519 194
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres	1,75	6,20	2017	2024	68	816 280	976 522
					69	147 327 131	135 470 957
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	( 1 206 717 )	( 1 011 177 )
					71	146 120 414	134 459 780

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	24 699 409	88	97	456 861	105	25 156 270
2018	73	81	22 139 455	89	98	374 708	106	22 514 163
2019	74	82	22 666 000	90	99	344 290	107	23 010 290
2020	75	83	36 374 000	91	100	336 169	108	36 710 169
2021	76	84	25 738 000	92	101	209 479	109	25 947 479
2022 et +	77	85	13 689 000	93	102	299 760	110	13 988 760
	78	86	145 305 864	94	103	2 021 267	111	147 327 131
Intérêts et frais accessoires				95	( )		112	( )
	79	87	145 305 864	96	104	2 021 267	113	147 327 131

**Note**

	2016	2015
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(114 749 385)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	( )
Autres	116	( )
	117	(114 749 385)
		(108 402 103)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	118	63 580 481	146	410 573	173		200	63 991 054
Eaux usées	119	166 073 233	147	3 033 661	174		201	169 106 894
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	210 718 780	148	10 425 889	175		202	221 144 669
Autres	121	39 508 063	149	1 173 124	176		203	40 681 187
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	111 165 860	151	2 196 312	178		205	113 362 172
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	14 193 526	153	504 030	180	389 256	207	14 308 300
Ameublement et équipement de bureau	126	7 228 050	154	631 873	181		208	7 859 923
Machinerie, outillage et équipement divers	127	9 675 958	155	2 088 060	182	95 742	209	11 668 276
Terrains	128	10 445 835	156	759 217	183		210	11 205 052
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>632 589 786</u>	158	<u>21 222 739</u>	185	<u>484 998</u>	212	<u>653 327 527</u>
Immobilisations en cours	131	8 469 433	159	11 803 184	186		213	20 272 617
	132	<u>641 059 219</u>	160	<u>33 025 923</u>	187	<u>484 998</u>	214	<u>673 600 144</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	133	29 446 063	161	1 558 494	188		215	31 004 557
Eaux usées	134	69 412 864	162	4 139 191	189		216	73 552 055
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	87 128 049	163	5 477 849	190		217	92 605 898
Autres	136	7 421 648	164	1 860 584	191		218	9 282 232
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	25 710 111	166	3 075 027	193		220	28 785 138
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	5 652 546	168	804 303	195	355 263	222	6 101 586
Ameublement et équipement de bureau	141	5 059 168	169	508 118	196		223	5 567 286
Machinerie, outillage et équipement divers	142	4 904 403	170	564 906	197	87 509	224	5 381 800
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>234 734 852</u>	172	<u>17 988 472</u>	199	<u>442 772</u>	226	<u>252 280 552</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	145	<u>406 324 367</u>					227	<u>421 319 592</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238	2 129 769	2 162 323
Immeubles industriels municipaux	239	2 203 879	2 514 159
Autres	240	302 389	302 389
	241	4 636 037	4 978 871
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	4 636 037	4 978 871
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	193 490	205 213
-	245		
-	246		
Autres			
- Frais reportés autres	247	120 425	131 356
-	248		
	249	313 915	336 569
<b>Note</b>			

**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats à long terme avec différents organismes ou différentes sociétés échéant à différentes dates jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 45 767 213 \$.

**Office municipal d'habitation de la Ville**

L'Office municipal d'habitation de Drummondville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a cautionné des emprunts pour des organismes et n'a exigé aucune contrepartie en échange de ces cautionnements. La direction est d'avis qu'il n'est pas probable que ces cautionnements soient exercés et, par conséquent, aucun passif n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

Les soldes de ces emprunts au 31 décembre 2016 sont les suivants :

Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	22 245 412 \$
--	---------------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	1 555 268 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.(fct), (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 1 000 000 \$)	0 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.(fct), (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 1 500 000 \$)	730 000 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.(1)	123 975 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc., (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 40 000 \$)	40 000 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire (1)	523 425 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire	102 400 \$
Centre communautaire Saint-Charles (1)	597 072 \$
Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste (1)	84 000 \$
Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste, (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 90 000 \$)	0 \$
La société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville	150 000 \$
Parc Aventure Drummond inc.	12 700 \$
Les loisirs St-Joseph de Drummondville inc. (1)	481 755 \$
Commerce Drummond	374 046 \$
Commerce Drummond	93 999 \$
Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.	379 208 \$
Mondial des Cultures de Drummondville	50 000 \$

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Drummond. Au 31 décembre 2016, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 114 735 \$.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**c) Poursuites**

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 350 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

**d) Autres**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Voir note 3 - Modifications de méthodes comptables

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

**22. Instruments financiers**

S.O.

		2016	2015
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	8 443 956	9 987 157
Découvert bancaire	251	( )	( )
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	( )	( )
-	257	( )	( )
-	258	( )	( )
-	259	( )	( )
-	260	( )	( )
-	261	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	262	8 443 956	9 987 157
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	8 315 000	5 033 000
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement**

	2016	2015
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	273	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	( )	( )
	279		
	280		
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	285		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité**

	2016	2015
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	290	
Revenus sur les prêts aux entreprises	291	
Autres revenus	292	
	293	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	294	
Variation de la provision pour moins-value	295	
	296	
Intérêts sur la dette à long terme	297	
Autres charges	298	
	299	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	300	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Encaisse	301	
Placements de portefeuille	302	
Débiteurs	303	
Prêts aux entreprises	304	
Provision pour moins-value	305	(                    ) (                    )
	306	
	307	
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	308	
Revenus reportés	309	
Dette à long terme	310	
	311	
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312	
Excédent (déficit) non affecté	313	
	314	

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 311 028	7 922 323
Excédent de fonctionnement affecté	2 3 860 098	7 077 292
Réserves financières et fonds réservés	3 3 701 213	5 930 653
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 961 308 ) ( 992 743 )	
Financement des investissements en cours	5 3 835 353	(10 467 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 296 924 290	295 179 018
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 312 670 674	304 649 198
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 5 311 028	7 400 839
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	521 484
	11 5 311 028	7 922 323
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Secteur ancien Dr'Ville	12 1 246 052	1 279 209
- Secteur St-Nicéphore	13 52 679	52 679
- Secteur St-Charles	14 36 759	17 719
- Actif avant sociaux futurs	15 17 941	4 427 685
- Budget	16 1 300 000	1 300 000
- Redevance enfouis (urgence)	17 203 609	
- Redevance enfouis (action env)	18 687 654	
- Maintien d'actifs	19 315 404	
-	20	
	21 3 860 098	7 077 292
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 3 860 098	7 077 292
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 3 571 936	4 407 945
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 129 277	891 002
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Redevance enfouissement	40	631 706
-	41	
	42 3 701 213	5 930 653
	43 3 701 213	5 930 653

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (	) (
Régimes non capitalisés	45 (	) (
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (	) (
Autres	47 (	) (
Régimes non capitalisés	48 (	) (
	49 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 (	) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 (	) (
Autres		
-	53 (	) (
-	54 (	) (
	55 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	57 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	59 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	60 (	) (
Autres		
-	61 (	) (
-	62 (	) (
	63 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (	98 769 ) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 (	) (
Autres		
- Dette à l.t. liée à la SHQ	67 (	961 308 ) (
-	68 (	) (
	69 (	1 060 077 ) (
		1 140 894 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	98 769
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	148 151
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	98 769
	75 (	961 308 ) (
		992 743 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	76 7 864 581	1 522 083
Investissements à financer	77 ( 4 029 228 ) (	11 989 428 )
	78 3 835 353	(10 467 345)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 421 319 592	406 324 367
Propriétés destinées à la revente	80 4 636 037	4 978 871
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82 520 329	367 554
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 426 475 958	411 670 792
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 146 120 414	134 459 780
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 1 206 717	1 011 177
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 ( 16 734 370 ) (	17 942 042 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 ( ) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 ( 1 041 093 ) (	1 037 141 )
	90 129 551 668	116 491 774
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 129 551 668	116 491 774
	93 296 924 290	295 179 018

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>1</u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Drummondville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2013.

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties, alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2016 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Abolition de l'indexation automatique : aucun effort n'est requis par les participants actifs. Le régime étant en excédent à la date de constitution de la provision pour écart défavorable (PED), l'obligation libérée constitue une obligation implicite. L'incidence sur la charge de l'exercice est de 4 409 750 \$.
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la Ville et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes de participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la Ville prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Pour le service postérieur :

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi;
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la Ville;
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la Ville;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la Ville).

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 427 685	5 578 925
Charge de l'exercice	( 6 593 965 )	( 3 067 051 )
Cotisations versées par l'employeur	2 184 221	1 915 811
Actif (passif) à la fin de l'exercice	<u>17 941</u>	<u>4 427 685</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	123 569 274	113 659 350
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	( 109 561 012 )	( 105 717 460 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	14 008 262	7 941 890
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	17 941	4 427 685
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	14 026 203	12 369 575
Provision pour moins-value	( 14 008 262 )	( 7 941 890 )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	<u>17 941</u>	<u>4 427 685</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	15
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	16
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( )	17 ( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	18 ( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	3 584 886	3 162 392
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	1 023 615
	21 3 584 886	4 186 007
Cotisations salariales des employés	22 ( 1 991 709 )	( 1 745 200 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( 84 519 )	( 90 699 )
	24 1 508 658	2 350 108
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 322 734	374 515
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	(2 061 983)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 5 279 064	2 686 406
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	<u>7 110 456</u>	<u>3 349 046</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 6 543 138	6 315 059
Rendement espéré des actifs	34 ( 7 059 629 )	( 6 597 054 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (516 491)	(281 995)
Charge de l'exercice	<u>6 593 965</u>	<u>3 067 051</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 11 320 485	8 775 503
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 7 059 629 )	( 6 597 054 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 4 260 856	2 178 449
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 613 461	660 259
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 671 009	5 089 751
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 127 790 033	118 481 092
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 3 858 124	3 535 023
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 11 959 495	11 948 427
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

S.O.

	2016	2015
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( )	( )
Charge de l'exercice	60 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( ) ( )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

S.O.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

S.O.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
 95  Non

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	13	13

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	16 353	25 450
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	97 059	85 766
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	28 801	16 239
100	125 860	102 005

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Note**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	147 327 131
--------------------	---	-------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	4 029 228
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	129 277
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	16 734 370
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	3 321 900
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	6 878 898
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Revenus reportés-Taxes secteur	12	794 704
----------------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	123 497 210
---	----	-------------

---

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	
--	----	--

Endettement net à long terme	16	123 497 210
------------------------------	----	-------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	114 735
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	123 611 945
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	123 611 945
---	----	-------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TAXES</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	68 119 000	68 367 880	64 894 451
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		713	(887)
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	68 119 000	68 368 593	64 893 564
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 200 000	5 166 654	5 286 433
Égout	11	4 384 000	4 259 593	4 398 046
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	5 551 000	5 540 622	5 548 863
Autres				
-Arrosage insectes	14	388 000	389 899	387 119
-Fosses septiques	15	389 000	431 571	347 013
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000	347 321	324 238
Service de la dette	18	1 965 816	2 126 648	2 072 908
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		779 773	405 161
	21	18 227 816	19 042 081	18 769 781
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	18 227 816	19 042 081	18 769 781
	26	86 346 816	87 410 674	83 663 345

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	251 200	420 911	256 516
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	251 200	420 911	256 516
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 068 503	888 163	1 176 809
Cégeps et universités	33	279 462	221 958	349 413
Écoles primaires et secondaires	34	1 369 670	1 242 661	1 470 045
	35	2 717 635	2 352 782	2 996 267
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 968 835	2 773 693	3 252 783
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	1 209 358	1 229 904	1 191 542
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	1 209 358	1 229 904	1 191 542
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 178 193	4 003 597	4 444 325

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54	1 799	1 799	14 172
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	3 000	3 725	18 229
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	320 684	536 514	443 159
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	128 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	178 500	117 622	87 560
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	178 500	117 622	87 560
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	600 000	607 115	615 237
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76	90 000	58 526	57 405
Protection de l'environnement	77			55 479
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			17 293
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	137 000	95 717	158 112
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	605 000	143 021	996 581
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	233 000	194 519	200 179
Autres	88	593 300	351 522	631 865
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	3 066 984	2 227 702	3 382 831

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95	439 000		
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	227 120	7 480	7 480
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		23 009	23 009
Transport adapté	100			32 282
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103		693 659	693 659
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	3 757 122	944 193	224 879
Réseau de distribution de l'eau potable	107		19 633	19 633
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	797 269	1 264 950	718 567
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125		3 750	490 034
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	6 487 800	4 286 850	
Autres	127			76 295
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	11 708 311	7 243 524	1 542 057

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	6 700	6 704	347 846
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	800 000	866 505	852 277
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	806 700	873 209	1 200 123
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	15 581 995	10 344 435	6 125 011

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	335 000	310 663	310 663
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	335 000	310 663	310 663
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	500 000	508 402	508 402
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	500 000	508 402	508 402
Réseau d'électricité	180			
	181	835 000	819 065	819 065
				464 481

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	402 793	257 396	460 324
Sécurité publique	183	417 000	410 377	414 574
Transport				
Réseau routier	184	73 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	526 000	601 646	580 690
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		57 826	95 745
Hygiène du milieu	190	149 000	106 012	161 379
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 764 000	1 841 344	165 722
Loisirs et culture	193	1 400 000	1 572 907	1 368 456
Réseau d'électricité	194			
	195	4 731 793	4 847 508	3 246 890
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	5 566 793	5 666 573	3 711 371
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	390 000	378 135	357 348
Droits de mutation immobilière	198	2 000 000	3 622 375	3 243 121
Droits sur les carrières et sablières	199	300 000	314 193	394 867
Autres	200	1 000	301 363	287 452
	201	2 691 000	4 616 066	4 282 788
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	1 700 000	1 815 000	1 607 061
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	203			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	204	400 000	864 629	979 537
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	400 000	95	(627 959)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		1 606 784	1 349 303
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		2 129 020	1 701 170
Autres	212		376 045	761 522
	213	400 000	4 111 944	3 184 036
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
<b>Non audité</b>						
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1 264 400	1 619 655	113 284	1 732 939	1 619 655	1 295 606
Greffe et application de la loi	1 397 148	1 366 939	95 608	1 462 547	1 366 939	1 378 674
Gestion financière et administrative	4 174 106	4 197 876	293 615	4 491 491	4 197 876	4 309 653
Évaluation	1 336 000	1 330 225	93 040	1 423 265	1 330 225	1 346 540
Gestion du personnel	806 663	768 108	53 724	821 832	768 108	764 668
Autres						
- Autres	2 145 178	3 161 100		3 161 100	3 810 371	2 291 948
-						
	11 123 495	12 443 903	649 271	13 093 174	13 093 174	11 387 089
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	10 752 000	10 299 249	52 435	10 351 684	10 351 684	10 204 645
Sécurité incendie	5 949 919	6 672 878	458 366	7 131 244	6 893 520	6 515 321
Sécurité civile	432 796	391 197	7 734	398 931	398 931	409 816
Autres	989 135	998 207		998 207	1 235 931	893 070
	18 123 850	18 361 531	518 535	18 880 066	18 880 066	18 022 852
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	4 274 722	5 116 023	2 725 051	7 841 074	11 621 026	6 949 637
Enlèvement de la neige	5 127 685	5 046 956	2 688 262	7 735 218	5 046 956	7 545 837
Éclairage des rues	844 520	848 758	452 091	1 300 849	848 758	1 253 166
Circulation et stationnement	979 649	1 200 786	639 599	1 840 385	1 200 786	1 454 582
Transport collectif						
Transport en commun	2 587 310	2 498 466	92 845	2 591 311	2 591 311	2 265 543
Transport aérien	285 000	279 904		279 904	279 904	274 609
Transport par eau						
Autres	756 433	605 799		605 799	605 799	580 010
	14 855 319	15 596 692	6 597 848	22 194 540	22 194 540	20 323 384

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
<b>Non audité</b>						
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 030 246	3 064 269	3 711 100	3 435 369	3 363 029
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 039 847	2 058 490	1 236 233	3 294 723	3 509 484
Traitement des eaux usées	25	1 088 833	1 263 961	2 055 792	3 319 753	3 132 799
Réseaux d'égout	26	2 909 631	3 180 015	2 114 328	5 294 343	4 747 793
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 014 042	989 954		989 954	925 752
Élimination	28	1 320 000	1 162 373		1 162 373	1 164 618
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	800 500	798 938		798 938	766 006
Tri et conditionnement	30	242 000	218 129		218 129	209 265
Matières organiques						
Collecte et transport	31	649 800	620 469		620 469	600 022
Traitement	32	424 000	381 159		381 159	379 897
Matériaux secs	33	35 795	33 233		33 233	42 912
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	28 650	15 313		15 313	21 752
Protection de l'environnement	38	575 960	648 731	9 286	658 017	547 703
Autres	39	2 244 437	2 351 171		2 351 171	2 068 977
	40	16 403 741	16 786 205	5 786 739	22 572 944	21 480 009
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	265 000	315 596		315 596	286 830
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	265 000	315 596		315 596	286 830
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 020 605	1 895 845	377 919	2 273 764	2 181 283
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	100 000	90 790	343 516	434 306	551 020
Promotion et développement économique	48	3 160 408	4 251 187	21 964	4 273 151	2 955 859
Industries et commerces	49					
Tourisme	50					
Autres	51	289 489	950 831	488 384	1 439 215	739 969
Autres	52	5 570 502	7 188 653	1 231 783	8 420 436	6 428 131



## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Drummondville

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de Drummondville (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

1

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A108652

Sherbrooke

DATE 2017-05-23

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>87 769 187</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	320 651
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	37 862
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>358 513</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>87 410 674</u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1 <u>6 661 886 315</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2 <u>6 692 094 390</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>6 676 990 353</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>72 767 299</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>6 676 990 353</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">1</span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">8</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">9</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">8</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	385 600	564 630	1 243 585
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 792 122	426 582	158 610
Usines et bassins d'épuration	3	33 000	3 192	
Conduites d'égout	4	1 021 269	3 194 912	9 411 260
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 119 900	7 037 385	9 894 792
Ponts, tunnels et viaducs	7	85 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8	172 000	390 818	393 699
Aires de stationnement	9	464 800	173 439	53 026
Parcs et terrains de jeux	10	870 875	1 007 097	3 982 452
Autres infrastructures	11	161 000	4 399 730	1 005 995
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	6 122 516	1 186 114	18 507 972
Édifices communautaires et récréatifs	14	13 958 101	10 949 235	1 510 667
Améliorations locatives	15			109 043
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	744 152	275 661	1 159 872
Ameublement et équipement de bureau	18	721 350	841 597	671 517
Machinerie, outillage et équipement divers	19	711 298	1 816 314	1 598 797
Terrains	20		759 217	937 784
Autres	21	310 000		26 889
	22	40 672 983	33 025 923	50 665 960

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		442 316	249 475
Usines de traitement de l'eau potable	24		426 582	158 610
Usines et bassins d'épuration	25		3 192	
Conduites d'égout	26		959 263	819 042
Autres infrastructures	27		12 265 946	9 880 103
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		122 314	994 110
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		2 235 649	8 592 218
Autres infrastructures	32		742 523	5 449 861
Autres immobilisations	33		15 828 138	24 522 541
	34		33 025 923	50 665 960

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	132 975 241	34 000 000	21 669 377	145 305 864
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 519 194		314 207	1 204 987
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	976 522		160 242	816 280
	7	135 470 957	34 000 000	22 143 826	147 327 131
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	12 964		12 964	
Réserves financières et fonds réservés	10	891 002	33 758	795 483	129 277
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	12 877 019	7 831 942	3 013 302	17 695 659
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	99 817 130	26 134 300	16 505 505	109 445 925
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	113 598 115	34 000 000	20 327 254	127 270 861
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	17 942 042		1 207 672	16 734 370
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	17 942 042		1 207 672	16 734 370
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	17 942 042		1 207 672	16 734 370
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24	3 930 800		608 900	3 321 900
	25	21 872 842		1 816 572	20 056 270
	26	135 470 957	34 000 000	22 143 826	147 327 131
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	28				
	29	135 470 957	34 000 000	22 143 826	147 327 131

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	572 055	572 053	668 884
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	24 457	24 457	23 978
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	509 935	612 461	510 263
Cours d'eau	13	12 007	12 007	7 687
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	645 560	645 560	577 192
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	115 031	115 031	111 681
Activités culturelles	23	135 270	135 270	135 270
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	2 014 315	2 116 839	2 034 955

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>	<b>Effectifs personnes/ année<sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total<sup>1</sup></b>
1 Cadres et contremaîtres	91,42	36,19	181 868,72	7 357 653	1 888 020	9 245 673
2 Professionnels						
3 Cols blancs	106,02	35,87	205 407,26	4 902 001	1 257 884	6 159 885
4 Cols bleus	143,35	40,00	318 180,90	7 390 456	1 896 438	9 286 894
5 Policiers						
6 Pompiers	33,14	42,00	120 068,00	2 701 050	693 106	3 394 156
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
7						
8	373,93		825 524,88	22 351 160	5 735 448	28 086 608
9	13,00			775 159	171 240	946 399
10	386,93			23 126 319	5 906 688	29 033 007

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<b>Gouvernement du Québec</b>			<b>MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>Gouvernement du Canada</b>		
11 Transport en commun	536 514		23 009		559 523
Eau et égout					
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable			944 193		944 193
13 Réseau de distribution de l'eau potable	117 622	19 633			137 255
14 Traitement des eaux usées			1 264 950		1 382 572
15 Réseaux d'égout	117 622		2 940 578	195 000	7 320 892
16 Autres	2 137 903	2 047 411	5 149 721	195 000	10 344 435
17	2 909 661	2 090 053			





**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
Rémunération	1	30 694	37 525
Charges sociales	2	8 291	9 975
Biens et services	3	32 891 035	50 088 777
Frais de financement	4	95 903	465 730
Autres	5		21 754
	6	33 025 923	50 623 761

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	7 010 242	5 386 223
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	390 597	444 800
Solde redressé au début de l'exercice	3	7 400 839	5 831 023
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 792 151	4 754 552
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 381 962)	(1 190 487)
Réserves financières et fonds réservés	8	(1 500 000)	(1 994 249)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(2 089 811)	1 569 816
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	5 311 028	7 400 839
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	7 077 292	9 892 620
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	631 706	
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 708 998	9 892 620
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(4 507 620)	(3 670 887)
Activités d'investissement	17	(2 723 242)	(334 928)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 381 962	1 190 487
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(3 848 900)	(2 815 328)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	3 860 098	7 077 292
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	5 930 653	5 268 927
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(631 706)	(1 102 827)
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 298 947	4 166 100
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 894 575	2 153 459
Activités d'investissement	27	(5 026 067)	(2 478 675)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	1 500 000	1 994 249
Financement des investissements en cours	29	33 758	95 520
	30	(1 597 734)	1 764 553
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	3 701 213	5 930 653

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016		2015
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>				
Solde au début de l'exercice	32	( 1 140 894 )	(	1 113 217 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	148 151		197 529
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 992 743 )	(	915 688 )
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	( 49 382 )	(	49 378 )
Activités de fonctionnement - Diminution	36			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	( 18 984 )	(	103 752 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	99 801		76 075
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	39	( 961 308 )	(	992 743 )
<b>Financement des investissements en cours</b>				
Solde au début de l'exercice	40	(10 467 345)		(4 448 361)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41			
Solde redressé au début de l'exercice	42	(10 467 345)		(4 448 361)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	14 336 456		(5 923 464)
<b>Virements</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44			
Excédent de fonctionnement affecté	45			
Réserves financières et fonds réservés	46	(33 758)		(95 520)
	47	14 302 698		(6 018 984)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	48	3 835 353		(10 467 345)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>				
Solde au début de l'exercice	49	278 667 314		270 600 231
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	16 511 704		17 011 824
Solde redressé au début de l'exercice	51	295 179 018		287 612 055
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Affectations et virements</b>				
Activités de fonctionnement	52			
Excédent de fonctionnement affecté	53			
Financement à long terme des activités d'investissement	54	( 25 798 508 )	(	37 226 938 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	12 738 614		11 933 647
Variation résiduelle de l'exercice	56	14 805 166		32 860 254
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	57	296 924 290		295 179 018

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>17 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>4756</u> 2	1 500 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>18 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>18 500 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 □ 0 □ 5 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 □ 0 □ 5 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 7 □ 2 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 7 □ 2 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 8 □ 0 □ 5 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 □ 0 □ 5 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="6"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**6  ,  %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxe d'eau	128,0000	4	commerce
Taxe d'eau au compteur	,3100	7	par mètre cube
Taxe d'égouts	100,0000	4	commerce
Taxe d'égouts au compteur	,2200	7	par mètre cube
Tarification mouches noires(insectes)	13,0000	4	1 unité de logement
Tarification mouches noires(insectes)	9,0000	4	2 à 6 unités logements
Tarification mouches noires(insectes)	6,0000	4	7 unités de logements +
Tarification vidange fosses septiques	102,0000	4	résidentiel
Tarification vidange fosses septiques	51,0000	4	chalet
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	106,0000	4	1 à 6 unités logements
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	96,0000	4	7 unités de logements +
Matières putrescibles	39,0000	4	1 à 9 unités logements
Matières putrescibles	24,0000	4	10 unités de logements+
Matières putrescibles	39,0000	4	chalet

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	\$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	320 651 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	436 576 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	70 900 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	70 900 000

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 385 000
Égout	11	4 487 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	5 636 000
Autres		
- Fosses septiques	14	392 000
- Arrosage insectes	15	400 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000
Service de la dette	18	2 000 000
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	18 650 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	18 650 000
	26	89 550 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	246 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	246 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	994 800
Cégeps et universités	7	251 900
Écoles primaires et secondaires	8	1 291 400
	9	2 538 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 784 900

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	1 236 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 236 100

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 021 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 4 626 202 067	X 5 0,8180	/100\$ 6 37 842 333				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 551 305 270	X 8 0,8180	/100\$ 9 4 509 677				
Immeubles non résidentiels	10 1 220 946 886	X 11 1,7500	/100\$ 12 21 366 571				
Immeubles industriels	13 396 278 351	X 14 1,7500	/100\$ 15 6 934 871				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 64 247 908	X 23 0,8180	/100\$ 24 525 548				
<b>Total</b>			25 71 179 000	26 ( 279 000 )	27 ( )	28 ( )	29 70 900 000
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57 ( )	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
<b>Total</b>			25	26 (	27 (	28	29
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55 (	56 (	57	58
<b>Valeur locative imposable</b>							
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59	X 60	% 61	62 (	63 (	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	[ 1   2   3 ] , [ 0   0 ] \$
Égout	2	[ 1   0   0 ] , [ 0   0 ] \$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxes d'eau	128,0000	4	par commerce
Taxe d'eau au compteur	0,3100	7	par mètre cube
Taxe d'égouts	100,0000	4	par commerce
Taxe d'égouts au compteur	0,2200	7	par mètre cube
Tarification mouches noires(insectes)	13,0000	4	1 unité d'occupation
Tarification mouches noires(insectes)	9,0000	4	2 à 6 unités d'occup.
Tarification mouches noires(insectes)	6,0000	4	7 unités d'occup. et +
Tarification vidange fosses aseptiques	102,0000	4	résidentiel
Tarification vidange fosses aseptiques	51,0000	4	chalet
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	106,0000	4	1 à 6 unités d'occup.
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	96,0000	4	7 unités d'occup. et +
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	53,0000	4	chalet
Matières putrescibles	39,0000	4	1 à 9 unités d'occup.
Matières putrescibles	28,0000	4	10 unités d'occup. et +
Matières putrescibles	39,0000	4	chalet

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>89 829 000</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	<u>279 000</u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u>                    </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u>                    </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u>                    </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u>                    </u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u>                    </u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>279 000</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>89 550 000</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	89 550 000
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>279 000</u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>89 829 000</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5	.....	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	.....	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	15 072 539	.....
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	350 000	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....	10 <u>15 422 539</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>		11	<u>74 406 461</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation  
prévisionnel

1 74 406 461

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les  
revenus de la taxe foncière générale

2 6 858 980 482

**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3 

		1
--	--	---

 , 

0	8	4	8
---	---	---	---

 /100 \$

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	21 366 571	6 703 871			4 509 677	525 548
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	2 042 982	572 381			3 587 498	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	23 409 553	7 276 252			8 097 175	525 548

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			
Générales	9 37 794 333		70 900 000
De secteur	10		
Autres	11		
<b>Taxes sur une autre base</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 2 000 000		2 000 000
Autres	13 10 097 139		16 300 000
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 49 891 472		89 200 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	436 831 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	107 902 590 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	14 092 250 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	3 588 036 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	1 300 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 415, rue Lindsay, C.P.398  
(no) (rue)  
Drummondville J2B 6W3  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 478-6566  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresor@drummondville.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom M. Benoit Carignan, CPA, CGA

Téléphone (819) 478-6559  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bcarignan@drummondville.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 455, rue King Ouest, bureau 500  
(no) (rue)  
Sherbrooke J1H 6G4  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 822-4000  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 821-3640  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bergeron.francine@rcgt.com

Responsable du dossier Mme Francine Bergeron, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , M. Benoit Carignan, CPA, CGA , atteste que le rapport financier consolidé de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Drummondville .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Drummondville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Drummondville détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 8 021 476 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,0898 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-24 09:39:09

Date de transmission au Ministère : 2017/06/06